





LA CRISE, ENFIN !

ISBN : 978-2-88892-156-1  
Copyright © 2012 by Éditions Xenia  
CP 395, 1800 Vevey, Suisse.  
[www.editions-xenia.com](http://www.editions-xenia.com)  
[info@editions-xenia.com](mailto:info@editions-xenia.com)  
Tel: +41 21 921 85 05 Fax: +41 21 921 05 57  
skype : xeniabooks

Gérard Dussillo

# LA CRISE, ENFIN !

POUR SOLDER DES DÉCENNIES  
D'ÉCHECS COLLECTIFS

Xenia



## *Remerciements*

Je tiens ici à exprimer ma profonde gratitude à tous ceux qui m'ont supporté, aux deux sens du terme, dans ce lourd et minutieux travail et dans cette mutation de banquier d'affaires en essayiste.

Je pense tout particulièrement à mon épouse et mes enfants, mais aussi à l'Institut Thomas More, à Jacqueline, Maurice, Nicole, Denis, à tous ceux qui m'ont encouragé lors de mes conférences et, bien sûr enfin, à Baptiste, Chloé et Gustave, à qui cet ouvrage est dédié.



## **Introduction :**

# **CRISE ET DESTIN DE LA FRANCE**

Près de cinq ans après le déclenchement de la crise financière mondiale, devenue crise de la dette publique occidentale, des nuages lourds continuent de planer au-dessus de nos têtes : y a-t-il quelque chance qu'ils se dissipent enfin, ou sont-ils annonciateurs de désordres plus grands encore ? Jusqu'où les choses peuvent-elles aller, pendant combien d'années serons-nous contraints de vivre avec de telles incertitudes la ceinture serrée, et surtout : que pouvons-nous faire pour en sortir ?... telles sont les graves questions dans l'air.

Initiée aux États-Unis, fruit de la démesure du système financier, cette crise s'est imposée de progressivement à notre pays sans qu'il n'y soit *a priori* pour grand-chose.

Puis il y a eu les Grecs, ceux-ci clairement ont triché, conseillés en la matière par une des plus prestigieuses des banques de Wall Street. Ceci étant, on peut se demander comment on a pu laisser entrer dans l'euro une économie aussi archaïque. On dira qu'il s'agit d'une erreur de jeunesse de notre monnaie unique, erreur que l'on paye au prix fort.

Soit, mais on s'interroge encore : comment l'Espagne, fleuron en son temps de l'orthodoxie budgétaire et de la croissance européenne, a-t-elle pu connaître un tel affaissement ? Comment l'Italie a-t-elle pu susciter de telles inquiétudes ? Un pays fondateur de l'Union européenne, un pays dont la partie nord dispose du plus important revenu par habitant de toute l'Europe ! Et que penser aussi des psychodrames que sont devenus les sommets européens ? Pourquoi tous ces dirigeants et instances internationales peinent-ils tant à nous sortir de la tourmente ?

Enfin, depuis l'été 2011, la défiance a gagné la France. Et de nouvelles questions surgissent : quelle est sa responsabilité dans tout cela, pourquoi est-elle concernée elle aussi, et en quoi aurait-elle un rôle charnière dans la résolution de cette crise ? Ne suffirait-il point de régler les questions de gouvernance financière, en clair le problème des banques ou des banquiers, pour que les choses s'apaisent ? Et notre modèle... n'est-ce point le dernier rempart

pour nous protéger de ces vents mauvais ? La tentation est grande, alors, de ne rien remettre en cause dans notre mode de fonctionnement sauf à la marge, pour passer ce cap difficile.

Ne pas voir en quoi cette crise nous ramène à nos propres insuffisances est une erreur lourde : avec presque la moitié du produit intérieur brut ou PIB de la zone euro, France et Allemagne forment la clé de voûte du système européen : si l'un des partenaires s'affaiblit trop, tout l'édifice est menacé.

Et c'est bien de cela qu'il s'agit, du risque de remise en cause de l'édifice européen à travers celle de sa monnaie unique. On doit donc se poser une première question : est-ce une bonne chose de sauver l'euro ? Et si oui comment peut-on faire ?

La fin brutale de l'aventure de l'euro signifierait immédiatement fuite des capitaux des pays les plus faibles<sup>1</sup>, réévaluation forte de la devise allemande, récession dans ce pays et pertes bancaires issues de la baisse de valeur de leurs créances. Et comme les États n'auront plus la capacité de soutenir leurs banques, cela veut dire faillites bancaires, c'est-à-dire écroulement économique. Au final, c'est peut-être une récession forte et longue se propageant au niveau mondial, assortie d'une explosion du chômage. À vrai dire, c'est entrer dans l'inconnu, car personne ne sait vraiment quelle pourrait être l'ampleur de la déflagration avec, en plus, une remontée des nationalismes...

Comment alors maintenir l'euro ? Une union monétaire ne peut fonctionner que s'il y a des transferts des zones les plus performantes vers les régions plus déshéritées<sup>2</sup>. C'est bien ce qui pose tant de problèmes depuis longtemps entre l'Italie du nord et du sud. Plusieurs États américains, et pas des moindres, sont actuellement dans une situation de faillite mais il ne viendrait à l'idée de quiconque de poser la question d'un éclatement du dollar : les autres États, par l'intermédiaire de l'État fédéral, vont les renflouer.

---

<sup>1</sup> Lors de l'annonce en novembre 2011 d'un référendum sur le plan de sauvetage grec, une des grandes banques locales a perdu en une journée 600 millions de dépôts.

<sup>2</sup> Ce qui, soit dit en passant, est contraire au Traité de Lisbonne qui interdit aux États de se renflouer les uns les autres...

Et c'est ce qui se passe avec la Grèce : les contribuables des autres pays d'Europe vont payer.

Mais si on veut mettre en place une union monétaire pérenne, il faut arriver à une notion de budget et de contrôle européen. Cela signifie une intégration beaucoup plus poussée des processus politiques, voire un jour une Europe fédérale.

Seulement, on ne peut arriver en quelques mois à une refonte profonde du système, si tant est que les peuples européens soient mûrs pour cela ou en aient la volonté.

Dans l'intervalle, que peut-on faire, si ce n'est harmoniser économiquement les différentes zones pour limiter la nécessité de tels transferts ?

L'Allemagne est actuellement le bon élève de la classe, c'est donc vers elle qu'il faudrait converger : plus l'économie européenne lui ressemblera, moins il y aura de pays en difficulté, donc moins on aura besoin de transferts et moins l'Allemagne risquera d'être mise à contribution. Du moins... c'est ce qu'elle pense.

Elle avait, aux beaux jours, fait un gros travail d'assainissement de ses finances publiques. Cela lui permet non seulement d'encaisser le choc actuel mais aussi d'assumer sa part de responsabilité dans ces transferts ou plans de sauvetage, sans pour autant laisser filer son endettement. Pas la France. Et l'Allemagne n'a ni le désir, ni surtout la capacité de porter l'Europe seule.

Elle a donc exercé directement ou via la Banque Centrale Européenne<sup>3</sup>, la BCE, une pression intense sur les pays d'Europe du sud<sup>4</sup> pour qu'ils s'engagent sur une réduction de leur endettement. Et elle a obtenu ce qu'elle voulait par la signature, début mars 2012, d'un pacte budgétaire : celui-ci a pris la forme d'un nouveau traité<sup>5</sup> par lequel les pays s'engagent à coordonner leurs politiques, ramener leurs déficits budgétaires à quasiment zéro et leur dette à 60 % du PIB, dans des horizons de temps spécifiques à chacun d'eux ; sinon, ils s'exposent à des sanctions via la Cour de Justice de l'Union Européenne. En clair, ils n'ont cette fois aucune échappatoire.

---

<sup>3</sup> Celle-ci est, bien sûr, totalement indépendante, mais ses positions sont bien souvent alignées sur celles de l'Allemagne.

<sup>4</sup> Y compris la France.

<sup>5</sup> Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance de l'Union ou TSCG, lequel doit être ratifié par les pays concernés.

Toutes les discussions pour arriver à cet accord, on l'imagine, ne sont pas faites sans heurts. Elles ont même donné lieu à de vives tensions qui ont contribué à de nouvelles inquiétudes sur la capacité réelle de la zone euro à se sauver. Ces craintes se sont traduites par une montée des taux d'intérêt sur les dettes souveraines<sup>6</sup> des pays d'Europe du sud. Mais cet alourdissement de charges important signifie de nouveaux efforts budgétaires, donc des plans d'assainissement plus difficiles à exécuter, le tout dans un contexte de croissance économique quasi nulle... D'où de nouvelles inquiétudes sur la faisabilité de telles ambitions, d'où nouvelle hausse des taux, etc. : on était dans une spirale négative qui pouvait vite conduire au défaut d'un des grands États, les marchés ne voulant plus lui prêter, même à des taux prohibitifs. C'eût été alors l'effondrement de la zone euro.

Devant ce risque, il fallait mettre en place des pare-feu, c'est-à-dire faire en sorte que les autres États se dotent de la capacité financière de prêter à un voisin au bord du gouffre. Mais de tels mécanismes sont eux-mêmes très complexes à mettre en œuvre et nécessitent des masses d'argent gigantesques, venant pour l'essentiel de l'Allemagne et de la France. Et l'Allemagne ne voulait rien entendre tant que les États ne s'engageaient pas fermement à redresser leurs finances publiques. On risquait le blocage. Autant dire que nous étions sur une poudrière : il s'agissait donc bien à chaque fois de « sommets de la dernière chance ».

Le pacte budgétaire est maintenant signé, et l'Allemagne a pu avaliser le pare-feu appelé Mécanisme Européen de Stabilité ou MES. Les tensions s'étant relâchées, on a pu connaître une phase d'accalmie avec une baisse des taux d'intérêt sur les pays à risques.

Cela devrait nous laisser un peu de répit. Qu'allons-nous en faire ? La France a deux deux problèmes : le premier immédiat, urgent, était de prendre des mesures pour éviter que notre dette ne s'emballe. Nous nous y sommes employés.

Mais notre dette publique n'est que la partie émergée de l'iceberg : notre problème de base est la sous-performance de l'économie française. Celle-ci existait bien avant que la crise n'éclate. Or, nous ne faisons toujours rien pour nous alléger de ce handicap : nous nous sommes concentrés sur l'urgence, continuant à faire

---

<sup>6</sup> Autre mot pour parler de la dette des États ou dette publique.

l'impasse sur la question de fond. Ce que nous avons mis en œuvre n'est alors qu'en partie crédible et explique la dégradation de notre note de crédit.

Cette sous-performance se traduit par un décrochage grandissant avec notre principal partenaire économique, qu'il s'agisse de dette, d'impôts, de dépense, de croissance ou de chômage<sup>7</sup>. Cela fait déjà beaucoup, mais ce n'est pas tout : le décalage le plus critique vient du commerce extérieur. Celui de l'Allemagne est florissant quand le nôtre, du fait d'une insuffisance de compétitivité de notre industrie, s'enfonce dans de vastes déficits.

Et ces déficits risquent de se renforcer dans un environnement économique mondial particulièrement difficile et compétitif. Cela pèsera sur notre croissance. Et faible croissance signifiera problèmes d'emploi, donc besoin de protection sociale accru et pas de nouvelles rentrées fiscales pour les financer. En d'autres termes, nous serons périodiquement amenés à augmenter les taux de prélèvement pour compenser le poids croissant de nos dépenses sociales, ce qui pèsera en retour sur la croissance, etc. C'est l'asphyxie en perspective.

Nous sommes ainsi devant trois scénarii. En premier lieu, le risque d'éclatement de la zone euro : s'il s'est éloigné, il n'est toujours pas à exclure, sous l'effet d'un nouveau choc ou de par un regain d'incertitude sur la faisabilité des mécanismes et politiques mis en place<sup>8</sup>. La deuxième possibilité est qu'on ne nous laisse plus de temps, si nous ne nous décidons pas à l'utiliser à bon escient : nos partenaires ont déjà tous fait des efforts d'ajustement et ne tolérerons pas éternellement que nous fassions porter un tel risque à l'Europe. Cela peut se traduire très vite par une remontée des taux d'intérêt sur notre dette et nous serons alors contraints, dans l'urgence, à des coupes sombres dans nos budgets. On sait ce que cela veut dire.

Le troisième scénario est optimiste, enfin. Il s'appuie sur l'idée que nous pouvons nous saisir de cette situation pour en sortir par

---

<sup>7</sup> Cf. tableaux 1.1 et 1.3

<sup>8</sup> Notamment du fait d'une croissance insuffisante ou plus faible que celle anticipée dans les plans de redressement (cf. le problème espagnol).

le haut si nous nous décidons à une vraie remise en cause du pseudo-modèle français, fondement de notre manque de compétitivité.

Seulement comme nous ne voulons toujours pas admettre que là est la racine de nos problèmes, nous ne voyons pas ce qu'il faut faire et nous nous refusons à de sérieuses réformes; et ceux qui l'ont compris n'ont pas le courage de dire la vérité aux Français, parce qu'ils ne savent pas comment leur dire les choses. Or, il apparaît peu concevable de se lancer dans un programme de réformes lourdes sans avoir bâti un minimum de consensus<sup>9</sup>.

Les Français, quant à eux, sont conscients et inquiets du caractère critique de la situation. Ils perçoivent que des sacrifices sont inévitables. « Les collectivités sont capables de grands dévouements », professait G. Le Bon, le visionnaire. Pourquoi alors nos compatriotes ne seraient-ils pas suffisamment matures pour entendre enfin un discours de vérité? On peut même gager qu'ils en sont demandeurs<sup>10</sup>. Pourquoi, pour une fois, ne pas leur faire confiance?

C'est l'hypothèse sur laquelle s'appuie cette réflexion. La question est alors de savoir ce qu'il faut leur dire: quel discours construire, autour de quel plan d'action? On commence à entrer au cœur de notre sujet.

Ne cherchons donc pas ici un rapport de plus sur le mal français. Cela n'aurait guère d'intérêt: il y en a déjà eu tant ...et rien ne s'est fait. On n'entrera pas non plus dans le détail de mesures techniques.

L'ambition de cette réflexion est de définir comment faire pour que le redressement effectif de notre pays et la libération du potentiel qu'il recèle soient enfin possibles.

Il s'agit plus alors d'un plan stratégique, construit autour de trois questions fondamentales: pourquoi la réforme de notre modèle? Une réforme de quelle ampleur et de quel type? Comment, enfin, la mettre en œuvre?

---

<sup>9</sup> La Grèce, dans un état semi-insurrectionnel en novembre 2011, a montré que le risque d'explosion sociale n'était pas à prendre à la légère.

<sup>10</sup> On notera que l'anxiété tient plus de l'incertitude sur l'avenir, en particulier sur l'ampleur et la durée des sacrifices, que sur les sacrifices eux-mêmes. Donner plus de visibilité à nos compatriotes en annonçant un programme sérieux et crédible de réformes est, à ce niveau également, crucial.

Toute action collective doit s'appuyer sur un discours. Réformer en profondeur nécessite donc de rebâtir un discours. Cela commence, et c'est l'objet de la première partie de cet ouvrage, par démystifier certaines de nos idées dominantes, au bout du compte celles de pompiers pyromanes. On s'attachera ainsi à saisir ce qui se cache derrière la crise actuelle : l'État surpuissant que nous sommes fabriqué est lui-même un grand fabricant d'injustices ; il ne nous protège pas, bien au contraire, il nous affaiblit, nous entraînant sur cette pente glissante des déficits et de la dette. Puis, on verra que la crise n'est autre qu'une accélération de la glissade. D'où ce danger d'asphyxie. On montrera, enfin, en quoi, dans les réponses apportées à la situation actuelle, on reproduit encore les mêmes schémas, usés depuis trente ans.

C'est alors, l'horizon étant dégagé, qu'on pourra se concentrer, dans la deuxième partie, sur la réforme à mettre en oeuvre, celle de notre État et de notre gouvernance politique : de combien devons-nous réduire globalement nos dépenses publiques ? Selon quels critères et quelle méthodologie aborder une telle réforme ? Comment repenser le fonctionnement de notre État pour le rendre plus efficient, où chercher des gisements d'économies avant de toucher aux prestations qu'il nous reverse ?

Enfin, le politique étant l'art du possible, restera le plus délicat : comment se donner les moyens de travailler le corps social en profondeur pour créer cette dynamique de la réforme avec le support des Français ? Comment trouver le discours qui donne du sens à une telle remise en cause ?

L'annexe revient sur la crise financière et sa genèse : une régulation incitant à la démesure. Ce sont des questions qui débordent du cadre français, mais qui sont également cruciales. Peu de progrès a été fait jusqu'ici. On y évoque quelques principes nécessaires à son amélioration. Les tableaux en fin d'ouvrage donnent le détail des chiffres qui supportent les démonstrations de la première partie.



## Première partie

# LE MUR DE LA DETTE... CACHE LA FORÊT

« Ce qu'il y a de plus difficile à apprécier est-ce qui se passe sous nos yeux »

*Tocqueville*

La manière dont nous réagissons à cette crise de notre dette publique fait penser à l'arbre qui cache la forêt : nous sommes si obsédés par cette question que nous ne voyons qu'elle. Lui accordant l'essentiel de notre attention, nous avons du mal à percevoir ce qu'il y a derrière, en l'espèce ce qu'elle révèle de nos politiques et de nous-mêmes.

Si donc, nous voulons trouver les solutions pour repartir, reconstruire, il nous faut commencer par explorer la forêt : tenter de comprendre les failles structurelles des politiques que nous menons depuis des d'années, les erreurs dans lesquelles nous nous sommes petit à petit enfermés, ainsi que les modes de représentation qui leur ont donné naissance.

Pour prendre une autre image, la France, actuellement, fait penser à un bateau avec une voie d'eau dans la coque. Lorsque la tempête s'abat sur lui, tout le monde est sur le pont : les politiques, les médias, scrutant l'horizon sombre, cherchent comment louvoyer au milieu des déferlantes. Mais personne ne semble se soucier de la voie d'eau. Pire, on n'a même plus conscience de son existence. Et bien sûr, cela empêche toute réflexion sur la façon de la colmater pour commencer par redresser le bateau et ne pas sombrer. Dans un premier temps, donc, essayons d'oublier la dette.

### LE CHÔMAGE AU CŒUR DE NOS PROBLÈMES

Ne tergiversons point, le temps nous est compté, entrons sans plus tarder dans le cœur du sujet, notre « grande illusion » collective sur notre modèle économique et social.

Nous sommes convaincus que nous avons le meilleur modèle social du monde, celui qui nous protège le mieux des aléas de la vie. Et bien sûr, il n'est pas question de le remettre en cause. Aussi n'en

parle-t-on jamais, si ce n'est pour dire que « le monde entier nous l'envie ». Le débat est clos. Personne n'ose se risquer sur ce terrain. Pourtant les politiques de l'autruche, on le sait, ne sont pas des solutions. Refuser de voir les problèmes ne fait au contraire que les aggraver. Mais si l'on veut engager une réflexion constructive sur notre avenir collectif, il nous faut interroger notre modèle avec lucidité.

Et contrairement à ce que nous craignons, une telle démarche se révèle extrêmement positive. Elle est riche d'enseignements et notamment celui-ci : on met dans notre modèle social bien des choses qui n'en sont pas : car on confond modèle social et dépense publique. Donc, si nous voulons conserver les valeurs de solidarité et de justice que ce modèle porte en lui, la première étape est justement de se débarrasser des abus créés en son nom.

### *La vraie réalité sociale : un chômage endémique*

Il y a le bon côté du modèle que l'on connaît, mais on parle moins de son revers, le chômage : ce modèle se caractérise aussi par les performances les plus affligeantes au monde en matière de chômage, et ce depuis des décennies.

Les chiffres sont simples, incontournables : pendant les dix années qui ont précédé la crise, notre chômage a été en moyenne de près de 40 % supérieur à la moyenne<sup>11</sup> des pays développés<sup>12</sup> et de 60 % supérieur à la moitié<sup>13</sup> d'entre eux. Notre pays se situe ainsi dans les cinq plus mauvais de la classe.

---

<sup>11</sup> Le taux de chômage moyen de notre pays s'est élevé à 8,9 % pendant cette période contre 6,5 % en moyenne pour les pays de l'OCDE. La France était à 8,9 %, soit 2,5 points de chômage en plus. Cela représente près de 700 000 personnes en trop.

<sup>12</sup> C'est-à-dire, l'OCDE, Organisation de Coopération et de Développement Économique ; 34 pays membres aujourd'hui ; créée en 1961 dans le but de « a) réaliser la plus forte expansion possible de l'économie et de l'emploi et une progression du niveau de vie dans les pays Membres, tout en maintenant la stabilité financière et contribuer ainsi au développement de l'économie mondiale ; b) contribuer à une saine expansion économique dans les pays Membres, ainsi que non membres, en voie de développement économique ; c) contribuer à l'expansion du commerce mondial sur une base multilatérale et non discriminatoire conformément aux obligations internationales. »

<sup>13</sup> Qui était à 5,5 % ; avec par exemple : Suisse (3,5 %), Pays-Bas (3,9 %), Au-

Et depuis vingt-cinq ans<sup>14</sup>, nous ne sommes qu'une seule fois passés sous la barre des 8 % et jamais redescendus sous les 2 millions de chômeurs<sup>15</sup>.

Nous sommes également recordmen du chômage des moins de 25 ans<sup>16</sup>. De ce fait, un cinquième de cette classe d'âge vit aujourd'hui en-dessous du seuil de pauvreté, contre seulement 4 % il y a quarante ans... Il va sans dire que cette précarité n'est pas étrangère à une certaine délinquance.

Que penser d'une telle « performance » ? Les jeunes générations aujourd'hui soulèvent le problème de cette dette que nous avons créée ...à leur attention. Mais les plus touchées par ce chômage, elles seraient surtout fondées à nous demander : comment avez-vous pu laisser se développer de tels niveaux de sous-emploi permanent ?

L'emploi ne se décrète pas, on commence à le découvrir. Il résulte d'une multitude de facteurs qui composent l'environnement économique des entreprises. La fluidité du marché du travail, le coût du travail et, bien évidemment, les perspectives de croissance en sont les plus importants.

Ce que nous attendons des dirigeants en temps de paix est d'assurer la prospérité collective. Cela signifie d'abord un haut niveau d'emploi. Leur responsabilité première en la matière est alors d'assurer ce qu'on pourrait appeler une « bonne économie » : créer cet environnement qui permette d'optimiser les talents pour qu'ils s'expriment pleinement et soient en mesure de créer de la valeur, de la croissance et des emplois. C'est alors qu'on peut offrir aux

---

triche (4,3 %), Japon (4,5 %), États-Unis (4,9 %) Royaume Uni (5,5 %) ou encore Corée (4,1 %)

<sup>14</sup> Nous étions dans une zone de 3-4 % jusqu'à 1977 ; montée progressive jusqu'à 9.1 % en 1987. Depuis lors, 9,2 % en moyenne oscillant entre 8 % et 11 %.

<sup>15</sup> Nous oscillons entre 2 et 2,9 millions et, en décembre 2011, sommes à 2,8 millions soit 9,8 % de la population active. Mais cela ne concerne que le chiffre des personnes inscrites à Pôle Emploi cherchant activement un travail à plein-temps ; il y a, en plus, 1,4 million de personnes inscrites mais cherchant un emploi à temps partiel, 0,6 million de personnes dispensées de faire des actes positifs de recherche d'emploi (bénéficiaires de contrats aidés, stages, formation, arrêt maladie etc.) soit au total 4,8 millions de personnes.

<sup>16</sup> Celui-ci oscillant entre 19 et 24 % depuis 2003. Il est aujourd'hui ...deux fois plus important qu'en Allemagne.

plus démunis sécurité et amélioration de leurs conditions de vie. La persistance pendant si longtemps de ces niveaux de chômage hors pair, ne peut donc être la caractéristique d'une bonne gestion de ce pays.

Cela amène à une première constatation : nous avons inversé les priorités politiques. Nous avons concentré notre discours et notre action sur le « perfectionnement » de notre maillage social, au lieu de renforcer notre économie. Pourtant, une bonne économie réduit le besoin de protection et plus l'économie est faible, plus le besoin de protection est fort. Une forte protection en revanche améliore-t-elle l'économie ?

### *Le pire des fléaux sociaux mine la société française*

La question du chômage nous concerne tous, car c'est un problème gravissime : « Qu'il soit durable ou temporaire, qu'il empire ou non, le chômage, on ne saurait le contester, est et a toujours été un fléau », pour reprendre le mot de Schumpeter. C'est même le pire des fléaux d'un pays en paix. Il appauvrit bien sûr les familles concernées, ce qui nécessite de gros moyens de protection sociale, mais cela n'est qu'une partie des problèmes qu'il fait naître.

Il ruine l'image que les individus ont d'eux-mêmes, leur amour-propre, ce que les Anglo-Saxons appellent le *self esteem*, donc leur capacité à faire face aux aléas de l'existence ; il les déshonore vis-à-vis de leurs familles et fait souvent exploser les structures familiales ; isolant les individus, il est facteur de destruction du lien social ; il engendre de la délinquance ; il dévalorise la relation au travail et la notion même de travail ; il entrave profondément la liberté individuelle.

De plus, qui dit chômage dit précarité réelle, mais aussi peur de la précarité ou précarité subjective. Cette peur induit ce qu'on appelle des « pathologies de la solitude » ; lesquelles donnent lieu à des comportements de fuite ou de rejet. Au bout du compte, le chômage appauvrit et fragilise l'ensemble de la collectivité. C'est bien ce que nous vivons.

Selon toutes les enquêtes d'opinions réalisées à travers l'Europe, nous enregistrons régulièrement des records de pessimistes ou des records d'individus craignant de tomber en pauvreté. Nous sommes

le plus gros consommateur de neuroleptiques<sup>17</sup> au monde. Pour la première fois depuis des générations, nous pensons que nos enfants n'auront pas de meilleures conditions de vie que leurs parents<sup>18</sup> etc.

Ces différents indicateurs témoignent d'une perception très négative de l'avenir qui devrait nous amener à nous interroger : cela est-il cohérent avec la protection dont nous bénéficions ? Nous n'avons pas à nous soucier de l'éducation de nos enfants, nous pensons que sommes une des populations les mieux soignées, nous sommes celle qui travaille le moins longtemps pour jouir des retraites les plus généreuses, etc., le tout grâce à notre « cher » modèle social. Nous devrions être, bien au contraire, si ce n'est les plus heureux, du moins les plus sereins. Cela n'est pas le cas.

Il y a une contradiction flagrante entre une société qui montre une telle absence de confiance en elle, une telle inquiétude, une telle peur du futur, alors qu'elle semble être la mieux protégée des aléas qui lui sont liés. Comment élucider cette incohérence ? D'où vient-elle ?

Cela ne veut-il pas dire qu'il y a quelque chose de plus important que le modèle social ? N'y a-t-il pas une autre réalité pesante, lourde, que tous les modèles sociaux du monde ne parviendront jamais à pallier ? Le modèle social ne cacherait-il pas autre chose ? Ou ne serait-il qu'un pis-aller, comme un emplâtre sur une jambe de bois, la jambe de bois du chômage ?

Le drame qui minerait en profondeur ce pays, et pas seulement la France dite d'en bas, le vrai drame ne serait-il pas alors cette peur aiguë du chômage liée aux niveaux que nous connaissons depuis si longtemps ? N'est-ce pas alors ce chômage endémique qui est au cœur de ce qu'on a coutume d'appeler le mal français ? Comment expliquer autrement qu'aux cantonales de 2011, l'extrême droite ait fait ses meilleurs scores dans les bassins d'emplois les plus déshérités ? Ce ne sont ni les questions d'immigration, ni de délinquance

---

<sup>17</sup> Nous consommons par exemple 32 % de plus d'antidépresseurs que nos voisins allemands.

<sup>18</sup> Il est toujours saisissant de voir notre ardeur, ou notre inconscience, à donner des leçons au monde et chercher à imposer notre « modèle », pourtant si peu performant : cela fait près de 30 ans que nous avons un à deux points de croissance en moins que les États-Unis. Et aujourd'hui, notre revenu moyen par habitant est de 30 % inférieur à celui des Américains.

qui ont été les marqueurs de ce type de vote, vote de rejet ou de désespérance. C'est le traumatisme du chômage.

Une étude américaine, de son côté, montre que le chômage est le déterminant le plus important d'une élection. Par-delà les discours et les promesses, ce qui est décisif est la variation du niveau de chômage. En d'autres termes, si le chômage augmente avant un suffrage, les électeurs votent systématiquement contre le pouvoir en place, qu'il soit démocrate ou républicain. Souvenons-nous de la victoire surprise de l'obscur B. Clinton contre un G. Bush auréolé de sa victoire au Koweït et de l'effondrement de l'empire soviétique. «It's the economy, stupid!» fut un des commentaires de Clinton, signifiant par là que le déterminant d'une élection n'était autre que l'économie<sup>19</sup>. Et l'économie américaine de 1992 était en récession.

On notera aussi que toute la politique des États-Unis depuis le déclenchement de la crise a été construite autour de ce seul objectif : éviter l'explosion du chômage. Qu'importent les risques d'inflation ou l'excès de liquidité qu'elle déverse dans le système financier ! De même pour la Chine depuis trente ans : le cœur de sa politique de forte croissance n'est autre que la création massive d'emplois pour absorber l'exode rural.

On a là, s'il en était besoin, d'autres illustrations de l'importance de cette grande peur dans la vie de tout individu quel qu'il soit, où qu'il soit. Et en cela, la société française n'est en rien différente des autres : la peur qui la ronge face au futur, à la mondialisation ou même à tout changement vient de son excès de chômage. Et cette peur est devenue son facteur de blocage majeur.

### *Comment avons-nous pu nous accommoder d'une telle injustice ?*

Nous avons donc laissé ce fléau gangrener la société française. Cela devrait nous amener à nous poser certaines questions : nos voisins ont fait mieux que nous, comment y sont-ils parvenus, aurions-nous pu y arriver et qu'aurions-nous dû faire alors ? Mais

---

<sup>19</sup> G. Ford en 1976 et J. Carter en 1980 se sont eux aussi présentés devant leurs électeurs lorsque l'économie américaine était en panne. Ils n'ont pas été réélus. À l'inverse, les réélections de H. Truman en 48, D. Eisenhower en 56, L. Johnson en 64, R. Reagan en 84, B. Clinton en 96 et G. Bush junior en 2004 se sont produites dans des contextes d'économie forte.

aussi : pourquoi ne l'avons-nous pas fait, pourquoi cette nouvelle « exception française » ? Enfin, puisqu'il est de bon ton de s'indigner, voilà un vrai motif d'indignation : comment un pays si obsédé de justice sociale a-t-il pu tolérer depuis si longtemps en son sein la profonde injustice créée par de tels niveaux de chômage ? Comment avons-nous pu collectivement passer à côté d'un problème moral aussi majeur ?

À ce stade, on dira qu'il s'agit d'une lâcheté collective : nous nous sommes donné bonne conscience en nous faisant croire que ce chômage était une fatalité. Nous nous sommes persuadés qu'on n'y pouvait rien. Et nous avons pris le parti du « traitement social » du chômage. Expression peu empathique, voire cynique, qui résume nos politiques depuis 1975. Elle signifie : on paye ! On paye pour ne pas avoir à se poser de questions, ne pas se remettre en cause, en se faisant croire qu'on a secouru les gens. Plus exactement, nos dirigeants se sont contentés de faire payer la collectivité ou de l'endetter.

La plus désastreuse illustration de cette posture politique en fut donnée par un ancien Président de gauche. Il a osé dire qu'on avait tout tenté pour résorber le chômage en France, qu'on n'y était pas arrivé et qu'il s'y était ...résigné. Et, forte de la caution du grand homme, toute la classe politique depuis a suivi : à gauche comme à droite, on s'est « résigné » à un chômage moyen à 9.2 %.

On en arrive même à entendre aujourd'hui des universitaires affirmer que nous ne pouvons plus revenir à des taux de chômage « normaux », parce qu'une partie de la population, ayant perdu l'habitude de travailler, se trouve ...inemployable. On entend des responsables politiques dire aux jeunes qu'ils ne connaîtront jamais des situations de plein-emploi. Ils doivent en prendre acte et la société doit s'organiser en conséquence, etc. C'est scandaleux mais là n'est pas l'important. Ce qui compte est ce que cela révèle : le degré auquel cette idée de la fatalité du chômage est enracinée dans nos mentalités. Et là, c'est très grave : cela justifie notre acceptation de la plus criante des injustices.

Si, à l'inverse, on reconnaissait qu'un tel chômage était évitable, ne pas l'avoir évité apparaît comme une trahison à l'égard de ceux justement qu'on veut soulager. Cela voudrait dire qu'on a abandonné, et qu'on abandonne encore, une partie de la population en rase campagne, dans cette misère du chômage et de la précarité. Et

qu'on laisse le reste de la population avec cette menaçante épée de Damoclès au-dessus de sa tête. Cette approche, en fait, a le grand mérite de nous affranchir et du problème de justice sociale et de nos responsabilités.

Ce point nous amène à une de nos idées dominantes, source de ces politiques. Les idées dominantes sont ces idées que l'on tient pour acquises, évidentes et qui, vraies ou fausses, cimentent une société autour de valeurs communes.

En l'espèce, nous nous voulons un grand pays moral, toujours le premier à défendre la cause des malheureux, des sans-grades, des minorités, des opprimés, des victimes... comme en témoigne encore ce lyrisme débridé d'un autre ancien Président sur notre « patrie des Lumières et des Droits de l'Homme, terre d'accueil et d'asile ». Soit. Mais en cela nous contraignons notre action : elle doit impérativement s'inscrire dans ces principes de grande générosité. Cette « philosophie politique » a ainsi été la ligne de force de nos politiques depuis des décennies. Qu'on soit dirigeant de droite ou de gauche n'y change rien. Il faut alimenter le mythe. En soi, pourquoi pas ?

Le problème vient de la manière dont nous l'avons fait : nous avons appliqué la même « recette » que pour la question du chômage. Chaque fois qu'émerge un nouveau problème social, on ne s'interroge pas sur sa genèse ni sur les moyens d'y remédier en amont, au besoin en incitant à des changements de comportements. Non, on se contente de mettre plus de moyens financiers, de payer, faisant ainsi grossir la dépense publique.

Et fiers, ainsi, de nos élans généreux, nous avons pu continuer à nous donner bonne conscience. La morale était de notre côté. Dépensant sans compter, nous avons augmenté indéfiniment les dépenses et la dette, sans nous soucier des déficits que nous creusions : cela fait 37 ans que nous hypothéquons l'avenir de nos enfants avec des budgets en déficit, créant au passage une nouvelle injustice.

Quand quelque chose ne marche pas, on peut avoir deux attitudes : la première, pragmatique, consiste à dire qu'il faut changer, du moins essayer autre chose. La deuxième, celle des théoriciens ou idéologues, est exactement à l'opposé. Si ça ne marche pas c'est précisément parce qu'on n'a pas osé aller au bout des choses, on n'a pris

que des demi-mesures. Et donc il faut aller encore plus loin dans ce qu'on avait commencé à faire<sup>20</sup>.

C'est ce type d'approche dogmatique qui prévaut chez nous : malgré les piètres résultats de nos politiques, malgré les messages envoyés par la population, à gauche comme à droite, on ne s'est jamais remis en cause. On s'est confiné dans le même mode de pensée, rejetant la responsabilité de l'échec sur « l'économie capitaliste ». Moins nos politiques étaient efficaces, plus on nous disait que ça ne marchait pas, justement ... parce qu'on n'en faisait pas assez pour se protéger des méfaits de ce libéralisme amoral.

On touche ici au cœur de la « machine à penser » française : on s'est construit une certaine manière de voir le monde. Après on essaye de faire entrer la réalité dans ce moule, au lieu d'avoir l'humilité ou le pragmatisme de s'interroger sur les faits.

Tout le reste ensuite en découle. Notre intelligentsia et un certain nombre de corporatismes montaient au créneau. Ils nous expliquaient, à grands renforts de médias, que c'était à cause de notre économie « hyper libérale », si « injuste », que la situation ne s'améliorait pas ou se dégradait. Il fallait alors toujours plus<sup>21</sup> d'intervention de l'État, plus de dépenses et d'impôts, plus de règlements, de lois et de fonctionnaires pour les écrire, les faire appliquer et sanctionner. Bref, pour s'occuper et nous protéger de tout. À chaque nouveau problème, une loi, un impôt nouveau et toujours plus de protection, de lourdeur et de complexité. On soulignera au passage qu'il y a 55 prélèvements obligatoires en Allemagne ce qui n'est déjà pas mal, quand nous en avons plusieurs centaines.

Seulement, on est en plein déni de réalité : nous avions avant la

---

<sup>20</sup> C'est par exemple l'histoire du socialisme soviétique des débuts : devant les premiers désastres économiques, Lénine, avec la NEP ou Nouvelle Politique Économique en 1924, a essayé de revenir un peu en arrière. Mais vite, Staline a repris les choses en main et accéléré le processus de collectivisation des campagnes. Peu importaient les famines et les millions de morts, l'idéologie était sauve. Plus tard en Chine, face au même problème, mêmes réactions : tentative d'essayer autre chose avec les Cent Fleurs, puis grand délire en avant dans la Révolution Culturelle. On est rarement allé aussi loin dans le paroxysme idéologique. Le chaos qui en est résulté n'a pas été mineur non plus.

<sup>21</sup> *Toujours plus !* a même été le titre d'un livre publié il y a déjà... 26 ans (F. de Closets).

crise les plus fortes dépenses publiques au monde<sup>22</sup>. Nous sommes également un des pays les plus taxés<sup>23</sup>. Nous avons une des réglementations sur le travail et les entreprises les plus encadrées, les plus complexes et les plus protectrices. N'est-ce pas la marque d'une économie où la prégnance de l'État est une des plus importantes, c'est-à-dire la marque d'une des économies les moins libérales? Nous avons donc, en même temps, le système le plus étatisé et ... celui qui fabrique structurellement le plus de chômeurs. On verra au chapitre suivant par quels mécanismes.

Comment ose-t-on alors nous dire que c'est à cause d'une économie « trop libérale » que notre situation est si médiocre? Comment ne voit-on pas cette contradiction entre notre discours et la réalité: les pays qui dépensent moins ou moins mal ont, eux, moins de chômeurs. Ce qui veut dire encore et surtout ...que notre chômage était loin d'être une fatalité, tant s'en faut.

Quant au caractère injuste de notre système, notons que nos impôts sur le patrimoine sont parmi les plus élevés d'Europe<sup>24</sup>. Si, par ailleurs, on mesure l'injustice par les inégalités de revenus, notre société est à peine moins inégalitaire que la moyenne des pays développés<sup>25</sup>.

---

<sup>22</sup> Notre taux de dépenses publiques rapporté au PIB était avant la crise (en 2007) de 52,6 % contre 39,8 % en moyenne pour l'OCDE et 46,0 % pour la Zone euro, soit respectivement 12,8 points et 6,6 points de plus. À titre de comparaison, il était de 41,1 % pour la Norvège, 45,2 % pour les Pays-Bas, 47,5 % pour la Finlande, 50,8 % pour le Danemark ou 51 % pour la Suède.

<sup>23</sup> Au cours de la décennie 80, le taux moyen de prélèvements obligatoires représente 41,6 % du PIB, puis 42,9 % pour la décennie suivante et 43,5 % de 2000 à 2007. Il est supérieur en moyenne de 8,3 points à l'Allemagne au cours des six années qui ont précédé la crise et supérieur de 8,9 points à la moyenne des pays développés.

<sup>24</sup> C'est la Cour des comptes qui le dit. Et elle ajoute: « Depuis 10 ans (1997-2007) l'augmentation des impôts sur le patrimoine a été continue et sensible. La question du niveau acceptable des prélèvements sociaux sur le patrimoine est posée pour l'avenir ». En effet, les revenus du patrimoine ont augmenté de 47 % et les impôts de 100 % (cf. *Crise, le pire est derrière, le plus dur devant*, Ph. Sassier)

<sup>25</sup> Le coefficient Gini, qui mesure les inégalités de revenu disponible (cf. Tableau 5), était en 2008, de 29,5 contre 31,3 pour la moyenne OCDE. Par ailleurs, les revenus disponibles des 10 % de la population les plus pauvres ont augmenté hors inflation 1,4 fois plus vite que la moyenne nationale : +48 % versus +34 %; la part des 10 % les plus riches croissant, elle, de +38 %, soit 10 % de plus que la

On notera ensuite que malgré leur plus faible taux de dépenses publiques, des pays comme la Finlande, la Suède, la Norvège ou le Danemark sont moins inégalitaires que nous. D'autres, enfin, comme l'Allemagne, les Pays-Bas, ou l'Autriche sont au même niveau d'inégalité que nous, malgré des taux de dépense publique singulièrement inférieurs. Ils dépensent donc moins pour arriver au même résultat.

Cela signifie que notre État satisfait moins bien que les autres le rêve égalitaire : même dans ce domaine si important pour nous, son efficacité est contestable. Il est ainsi moins « providentiel » qu'on ne veut bien nous le dire, ce qui montre d'une autre manière à quel point le discours du « toujours plus d'État pour plus de justice sociale » est abusif.

### *La droite fondue dans le conformisme*

Cette fausse représentation est devenue tellement prégnante dans la société française, que la droite a dû s'y conformer et contribuer elle aussi à cet élargissement perpétuel de la couverture de l'État. Combien de fois n'a-t-elle été contrainte de se plier à la pression des médias, des syndicats, de l'agitation et de la rue, et repousser devant elle les réformes structurelles qui s'imposaient ?

Elle en est venue progressivement à récuser l'économie de marché par peur des électeurs ou des médias, par conviction ou même absence de conviction, ou encore, par conformisme ou inculture.

Ce qui la différencie de la gauche est qu'elle agit sur un mode plus « light », ne pouvant, au risque de se renier complètement, financer l'augmentation des dépenses par des hausses d'impôts trop lourdes. De ce fait, elle a aussi largement contribué au creusement de nos déficits. Mais ainsi, d'année en année, elle en est venue à sacrifier un de ses importants référentiels, l'orthodoxie des comptes publics.

Il y a donc longtemps qu'elle n'a plus apporté d'alternance dans les idées et politiques économiques. Pour cela, il faudrait qu'elle s'interroge sur les vraies valeurs qu'elle entend porter.

Sur la quasi-totalité du spectre politique<sup>26</sup>, c'est donc la même pensée, la fameuse pensée unique, qui rend impossible tout débat

---

moyenne. Ce sont donc les classes intermédiaires qui ont été pénalisées.

<sup>26</sup> L'extrême-droite aussi est anticapitaliste, antimondialisation, anti-euro, etc.

sur notre modèle. Aussi les politiques économiques ne peuvent-elles aller que dans le même sens.

### *La dictature de cette pensée unique bloque toute évolution*

Pour illustrer la puissance de cette pensée, on évoquera une anecdote personnelle. En 2005, j'ai eu l'occasion de rencontrer un ancien président de la Commission Européenne à l'occasion de la publication de ses mémoires. À la fin de sa présentation, je suis allé le saluer car j'avais été un de ses étudiants. Et j'en ai profité pour lui faire savoir que je voulais depuis 20 ans lui poser une question. « Depuis 20 ans ?... » me répondit-il, « et bien posez-la alors, c'est le moment ! » « Voilà, » ai-je poursuivi, « En 1975, vous nous faisiez travailler sur une idée qui m'était apparue lumineuse : vous appuyant sur les 11 années de politique d'État-providence des travaillistes H. Wilson et J. Callaghan en Angleterre, vous étiez arrivé au constat : « la politique de l'emploi tue l'emploi ».

En d'autres termes à vouloir trop protéger l'emploi, on décourage les entreprises à recruter car on augmente leur risque en cas de problème. Par ailleurs, ces politiques renchérissent le coût du travail et obèrent la compétitivité. Au final, elles pèsent sur la croissance économique, donc sur la capacité du tissu économique à créer des emplois. Ainsi, par de telles mesures, on protège l'emploi à très court terme, mais à moyen terme on le détruit. Ce qui revient à dire qu'une surprotection crée les conditions d'un chômage élevé. C'était prémonitoire.

« Ma question est alors la suivante », ai-je poursuivi : « Comment se fait-il qu'un homme ayant exercé de telles responsabilités, avec un tel poids dans les affaires de ce pays et une crédibilité aussi importante n'ait jamais pu faire comprendre cette idée auprès de ses amis politiques ? »

La réponse fut saisissante : « Vous rigolez, vous rigolez ! » me dit-il, puis, assénant sa sentence : « Non seulement je n'ai pas pu le faire comprendre à mes amis politiques, comme vous dites, mais la moitié de la droite n'a toujours pas compris !... »

La discussion était close. Et je suis reparti, abasourdi : que penser d'une telle attitude venant d'un homme aussi respectable et respecté ? Personne ne peut contester ni ses compétences ni sa valeur morale. Enfin, ancien syndicaliste, il ne pouvait être insensible à un tel sujet.

Car cela revient à dire que certains savaient ce qu'il fallait ne pas faire, qu'ils ont eu la crédibilité pour se faire entendre et les moyens pour agir, mais qu'ils se sont abstenus : ils n'ont rien dit ni, bien sûr, rien fait. Toute cette intelligence pour en arriver là où nous en sommes aujourd'hui ! Indignation encore ! Car nul doute qu'une telle parole aurait eu un poids considérable.

Peut-on en conclure alors que cette question ne le concernait plus ? Difficile à concevoir, la vivacité de la réponse n'en est-elle pas le témoignage ? L'explication la plus vraisemblable, ici encore, est révélatrice de notre société : la pression du politiquement correct dans ce pays est tellement intense, que même un homme de cette stature ne s'est pas risqué à le braver, il s'est tu et a laissé faire.

Cette réponse lapidaire nous éclaire également sur un autre point fondamental, notre problème avec l'économie : « la moitié de la droite n'a toujours pas compris », m'a-t-il dit. Notre trop faible culture dans ce domaine nous amène à en avoir une vision déformée. L'économie est trop souvent considérée comme un instrument politique, c'est-à-dire une sorte de boîte à outils au service du politique. Certains ne voient en elle qu'une idéologie<sup>27</sup>. Tout débat économique est alors verrouillé par des présupposés de nature idéologique : qu'importent les chômeurs, pourrait-on dire, pourvu que la vision du monde soit préservée ! On comprend mieux pourquoi, un E. Phelps, prix Nobel d'économie, affirme que la France perdait un point de croissance à cause de son déficit de culture économique...

Enfin, on touche ici à d'importants enjeux de pouvoir : une certaine intelligentsia protégée dans quelques sinécures de la République où, par son argent, ses affaires ou ses réseaux, elle ne risque rien personnellement à attaquer l'économie de marché. En d'autres termes, que l'économie croisse de 1 % ou de 3 % ne changera ni sa situation, ni son train de vie. Alors que l'impact sur les plus faibles est considérable : ce sont des centaines de milliers de chômeurs en

---

<sup>27</sup> On a en France « une vision à la fois partielle et partielle de la science économique. Tout se passe comme si chaque assertion économique avait comme rôle non pas de fournir une solution aux problèmes mais de cataloguer celui qui s'exprime. Tout jugement sur le déficit budgétaire ou sur le niveau des salaires est interprété comme une marque d'allégeance, et non comme un apport scientifique ». (J.M. Daniel, *Histoire vivante de la pensée économique, des crises et des hommes*, Pearson, 2010).

moins et nettement plus de recettes fiscales disponibles pour les aider. Mais quelle autorité conserveraient-ils avec une économie plus performante et des Français qui reprendraient confiance?... Ils seraient vite marginalisés. Ils ont « objectivement » tout à gagner d'une piètre économie : c'est plus de mécontents et donc, le moyen de renforcer leur domination intellectuelle. Leur intérêt de pouvoir est que notre situation économique et sociale reste médiocre.

Quoi qu'il en soit, nos échecs à répétition n'ont rien appris à notre intelligentsia et ses idées, vestiges d'une autre époque, se sont fossilisées<sup>28</sup>. Ne pouvant s'ouvrir, évoluer, s'adapter, se renouveler, elle s'oblige à des politiques toujours sur le même mode étatiste.

Ainsi, par exemple, il aura fallu deux ans à un grand parti de gauche pour accoucher, encore au printemps 2011, d'une « plateforme » électorale dont les mesures économiques se ramènent à une augmentation massive de la fiscalité et au recrutement de nouveaux fonctionnaires : inlassable quête du Graal dans l'État !

On notera enfin que nous nous sommes ainsi, pour une large part, exclus d'un champ majeur des préoccupations du monde moderne, à savoir les questions de régulation<sup>29</sup>. Il ne manquait pourtant pas de matière pour introduire plus de mesure dans nos systèmes économiques. Mais nous n'avons su que nous arc bouter sur cet étatisme prétendument salvateur. Or, la régulation économique et financière, par la force des choses, mondialisée, ressort d'une concertation entre États. Et comme nous n'avons rien pu opposer de consistant à la pensée anglo-saxonne<sup>30</sup>, cette dernière s'est imposée à nous. Et cette impuissance ne fait que renforcer notre animosité à l'égard du système dans lequel nous vivons.

### *Et entraîne un dangereux rejet des élites*

Qu'en est-il alors des Français dans tout cela ? Ils vivent au quotidien cette précarité, cette forme de désespérance et perçoivent bien

---

<sup>28</sup> « Le conservatisme en France est plus souvent celui des idées que celui des faits. Tandis que le pays change, les façons de l'analyser se maintiennent et se fossilisent ». (Hervé Le Bras, Directeur du laboratoire de démographie historique (CNRS-EHSS) et Directeur de recherche à l'INED).

<sup>29</sup> Cf. Annexe.

<sup>30</sup> 70 % des prix Nobel d'économie viennent des universités américaines.

que ces politiques ne marchent pas ; mais on leur fait croire qu'il s'agit de politiques libérales. Personne, sur le spectre politique, ne leur dit la réalité des choses. Ils croient donc vivre dans un système « hyper-libéral » et constatent que « ça ne marche pas ». Et on les a tellement circonscrits dans cette diabolisation du marché qu'aujourd'hui, seulement 30 % de la population se dit favorable à l'économie de marché, soit le plus faible taux au monde.

Ils expriment leur malaise à travers l'absentéisme électoral, notamment chez les jeunes, le vote contestataire ou, pour ceux qui le peuvent, l'expatriation. Ils soutiennent tout mouvement de grève ou de rue, toute grogne ou mécontentement. Tout ce qui peut secouer cette espèce de chape de plomb au-dessus de nos têtes apporte une maigre satisfaction. Cela soulage un moment du ressentiment. Cette déprime collective et cette peur du monde<sup>31</sup> sont tellement intenses qu'elles engendrent une forme de nihilisme : on en vient à se réjouir de tout ce qui peut déstabiliser notre société, même si l'on doit en pâtir. Il y a probablement derrière, l'inconscient espoir que cela fera de l'air et ouvrira de nouvelles perspectives, donc de nouveaux espoirs<sup>32</sup>. Autrement dit, ce n'est pas le fond qui compte, c'est la forme, la contestation proprement dite : elle traduit l'ivresse d'une remise en cause des élites.

Les politiques mises en œuvre jusqu'ici ne marchent pas, mais on nous présente encore et toujours la même chose. Quand les élites ne proposent plus d'idées, ne portent plus de projet ...elles perdent leur légitimité. Impuissant, le discours n'a plus de prise. Et le système s'est lentement grippé.

Que penser d'autre, quand on voit des magistrats et des policiers, piliers de l'État, défier le pouvoir à travers ce qu'il faut bien appeler des grèves, pourtant interdites ? Cela n'est pas bon signe. Ce peut être dangereux<sup>33</sup>, même si de telles situations peuvent perdurer ; mais cela peut aussi s'effondrer soudainement et brutalement. Il suffit de peu et on ne le voit pas venir.

---

<sup>31</sup> Lesquelles sont aussi cultivées, entretenues par le ressentiment à l'égard de l'économie de marché.

<sup>32</sup> Mais les politiques et les médias l'interprètent différemment : ils se persuadent que les Français soutiennent les revendications elles-mêmes, ce qui leur permet de conforter leur mode de pensée.

<sup>33</sup> « Si le peuple ne craint plus ton pouvoir, c'est qu'un grand pouvoir approche. » *Lao-Tseu*. (570-490 avant J.-C.)

Nous ne sommes pas dans une situation aussi extrême, mais il ne faut pas éluder ce ressentiment grandissant à l'égard de ceux qui représentent notre système. Rejet de la stérilité de ses politiques, de son discours, de son mode de fonctionnement et, au bout du compte, perception, à tort ou à raison, qu'il s'agit plus d'une sorte de nomenklatura qui, de droite ou de gauche, au pouvoir ou dans les médias, bloque, verrouille la société française. C'est ce que semble dire ce sondage qui révèle que pour une majorité de Français la démocratie a reculé dans notre pays<sup>34</sup>. Ce n'est pas à prendre à la légère.

Drame de ce pays, le chômage. Et mystère de ce pays, la démission d'une génération politique devant un problème aussi grave : la réalité est que nos dirigeants ont fait un autre choix que celui d'assurer le plein-emploi aux Français et leur prospérité. Mais ils ne veulent, ou ne peuvent, toujours pas le reconnaître.

---

<sup>34</sup> Certaines bonnes consciences diront qu'en raison de l'obsession sécuritaire de nos dirigeants, il y a aujourd'hui moins de liberté dans ce pays.